

SERVICE PUBLIC FEDERAL SANTE PUBLIQUE,
SECURITE DE LA CHAINE ALIMENTAIRE
ET ENVIRONNEMENT

[C – 2021/33659]

17 OCTOBRE 2021. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 19 janvier 2016 déterminant les règles suivant lesquelles les données relatives à l'appareillage médical lourd sont communiquées au Ministre qui a la Santé publique dans ses attributions

PHILIPPE, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi coordonnée du 10 juillet 2008 sur les hôpitaux et autres établissements de soins, l'article 56, modifié par les lois des 10 avril 2014 et 17 juillet 2015 ;

Vu l'arrêté royal du 19 janvier 2016 déterminant les règles suivant lesquelles les données relatives à l'appareillage médical lourd sont communiquées au Ministre qui a la Santé publique dans ses attributions ;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 22 mars 2021;

Vu l'accord du Ministre du Budget, en date du 28 avril 2021 ;

Vu l'analyse d'impact de la réglementation, exécutée conformément aux articles 6 et 7 de la loi du 15 décembre 2013 portant des dispositions diverses concernant la simplification administrative ;

Vu la demande d'avis dans un délai de trente jours, prorogé de quinze jours, adressée au Conseil d'État le 16 juillet 2021, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant l'absence de communication de l'avis dans ce délai;

Vu l'article 84, § 4, alinéa 2, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition du Ministre de la Santé publique et de l'avis des Ministres qui en ont délibéré en Conseil ;

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. L'article 2 de l'arrêté royal du 19 janvier 2016 déterminant les règles suivant lesquelles les données relatives à l'appareillage médical lourd sont communiquées au Ministre qui a la Santé publique dans ses attributions, est complété par un paragraphe 4, libellé comme suit : "§ 4. Pour les appareils médicaux lourds CT et SPECT-CT, outre les paramètres visés au § 1^{er}, est également communiquée la date à laquelle l'autorisation préalable de l'autorité visée aux articles 128, 130 ou 135 de la Constitution, visée à l'article 54 de la loi coordonnée du 10 juillet 2008 sur les hôpitaux et autres établissements de soins, a été obtenue."

Art. 2. Le ministre qui a la Santé publique dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 17 octobre 2021.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre de la Santé publique,
Fr. VANDENBROUCKE

FEDERALE OVERHEIDSDIENST VOLKSGEZONDHEID,
VEILIGHEID VAN DE VOEDSELKETEN
EN LEEFMILIEU

[C – 2021/33659]

17 OKTOBER 2021. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 19 januari 2016 houdende bepaling van de regels volgens welke gegevens met betrekking tot zware medische apparatuur aan de voor Volksgezondheid bevoegde minister worden meegedeeld

FILIP, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de gecoördineerde wet van 10 juli 2008 op de ziekenhuizen en andere verzorgingsinrichtingen, artikel 56, gewijzigd bij de wetten van 10 april 2014 en 17 juli 2015;

Gelet op het koninklijk besluit van 19 januari 2016 houdende bepaling van de regels volgens welke gegevens met betrekking tot zware medische apparatuur aan de voor Volksgezondheid bevoegde minister worden meegedeeld;

Gelet op het advies van de inspecteur van Financiën, gegeven op 22 maart 2021;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting, d.d. 28 april 2021;

Gelet op de impactanalyse van de regelgeving, uitgevoerd overeenkomstig artikelen 6 en 7 van de wet van 15 december 2013 houdende diverse bepalingen inzake administratieve vereenvoudiging;

Gelet op de adviesaanvraag binnen dertig dagen, verlengd met vijftien dagen, die op 16 juli 2021 bij de Raad van State is ingediend, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2^o, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Overwegende dat het advies niet is meegedeeld binnen die termijn;

Gelet op artikel 84, § 4, tweede lid, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op voordracht van de Minister van Volksgezondheid en op het advies van de in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Artikel 2, van het koninklijk besluit van 19 januari 2016 houdende bepaling van de regels volgens welke gegevens met betrekking tot zware medische apparatuur aan de voor Volksgezondheid bevoegde minister worden meegedeeld, wordt aangevuld met een paragraaf 4, luidende : "§ 4. Voor de zware medische apparaten CT en SPECT-CT wordt naast de parameters bedoeld onder § 1 eveneens de datum meegedeeld waarop de in artikel 54 van de gecoördineerde wet van 10 juli 2008 op de ziekenhuizen en andere verzorgingsinrichtingen bedoelde voorafgaande toestemming van de overheid als bedoeld in de artikelen 128, 130 of 135 van de Grondwet werd bekomen."

Art. 2. De minister bevoegd voor Volksgezondheid is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 17 oktober 2021.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Volksgezondheid,
Fr. VANDENBROUCKE

COUR CONSTITUTIONNELLE

[2021/204728]

Extrait de l'arrêt n° 125/2021 du 30 septembre 2021

Numéro du rôle : 7552

En cause : le recours en annulation de l'article 42 de l'ordonnance de la Région de Bruxelles-Capitale du 25 mars 1999 « relative à la recherche, la constatation, la poursuite et la répression des infractions en matière d'environnement », dans sa version antérieure à sa modification et à sa renumérotation par l'article 61 de l'ordonnance de la Région de Bruxelles-Capitale du 8 mai 2014, introduit par la société de droit allemand « European Air Transport Leipzig GmbH ».

La Cour constitutionnelle,

composée du président L. Lavrysen, des juges M. Pâques, Y. Kherbache, T. Detienne et D. Pieters, et conformément à l'article 60bis de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour constitutionnelle, du président émérite F. Daoût et de la juge émérite T. Merckx-Van Goeij, assistée du greffier P.-Y. Dutilleux, présidée par le président émérite F. Daoût,

après en avoir délibéré, rend l'arrêt suivant :

I. *Objet du recours et procédure*

Par requête adressée à la Cour par lettre recommandée à la poste le 6 avril 2021 et parvenue au greffe le 8 avril 2021, la société de droit allemand « European Air Transport Leipzig GmbH », assistée et représentée par Me T. Leidgens, avocat au barreau de Bruxelles, a, à la suite de l'arrêt de la Cour n° 73/2020 du 28 mai 2020 (publié au *Moniteur belge* du 5 octobre 2020), introduit un recours en annulation de l'article 42 de l'ordonnance de la Région de Bruxelles-Capitale du 25 mars 1999 « relative à la recherche, la constatation, la poursuite et la répression des infractions en matière d'environnement », dans sa version antérieure à sa modification et à sa renumérotation par l'article 61 de l'ordonnance de la Région de Bruxelles-Capitale du 8 mai 2014.

Le 28 avril 2021, en application de l'article 72, alinéa 1^{er}, de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour constitutionnelle, les juges-rapporteurs M. Pâques et Y. Kherbache ont informé la Cour qu'ils pourraient être amenés à proposer de mettre fin à l'examen de l'affaire par un arrêt rendu sur procédure préliminaire.

(...)

II. *En droit*

(...)

B.1.1. La partie requérante demande l'annulation de l'article 42 de l'ordonnance de la Région de Bruxelles-Capitale du 25 mars 1999 « relative à la recherche, la constatation, la poursuite et la répression des infractions en matière d'environnement » (ci-après : l'ordonnance du 25 mars 1999), dans sa version applicable avant sa modification et sa renumérotation par l'article 61 de l'ordonnance de la Région de Bruxelles-Capitale du 8 mai 2014 « modifiant l'ordonnance du 25 mars 1999 relative à la recherche, la constatation, la poursuite et la répression des infractions en matière d'environnement, d'autres législations en matière d'environnement et instituant un Code de l'inspection, la prévention, la constatation et la répression des infractions en matière d'environnement et de la responsabilité environnementale ».

L'article 42 de l'ordonnance du 25 mars 1999 dispose :

« Si une nouvelle infraction est constatée dans les trois ans à compter de la date du procès-verbal, les montants prévus aux articles 32 et 33 sont doublés ».

B.1.2. Le recours en annulation a été introduit en vertu de l'article 4, alinéa 2, de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour constitutionnelle, qui dispose qu'un nouveau délai de six mois est ouvert pour l'introduction d'un recours en annulation d'une loi, d'un décret ou d'une ordonnance notamment par toute personne physique ou morale justifiant d'un intérêt, lorsque la Cour, statuant sur une question préjudicielle, a déclaré que cette loi, ce décret ou cette ordonnance viole entre autres une des règles visées à l'article 1^{er}.

B.2.1. Dans un premier moyen, la partie requérante soutient que la disposition attaquée viole les articles 10 et 11 de la Constitution en ce qu'elle ne soumet pas son application à l'existence d'une décision préalable imposant une amende administrative, qui ne fait plus l'objet ou n'est plus susceptible de faire l'objet d'un recours.

B.2.2. Par son arrêt n° 73/2020 du 28 mai 2020, la Cour a dit pour droit :

« B.3. La Cour est invitée à examiner la compatibilité de l'article 42 de l'ordonnance du 25 mars 1999 avec les articles 10 et 11 de la Constitution, en ce que, dans l'interprétation retenue par le juge *a quo*, il instaure une différence de traitement entre les auteurs présumés d'une infraction aux dispositions de la même ordonnance, selon qu'ils font l'objet de poursuites pénales ou qu'ils se voient infliger une amende administrative.

Dans le premier cas, les contrevenants peuvent voir la peine qui leur est infligée aggravée, en application de l'article 23 de la même ordonnance, s'ils ont été condamnés dans les trois ans qui précèdent l'infraction pour une infraction aux mêmes dispositions. Dans le second cas, les contrevenants peuvent voir le montant de la sanction administrative qui leur est infligée augmenté si une ou plusieurs infractions aux mêmes dispositions ont été constatées à leur charge antérieurement, même si ces infractions n'ont pas été sanctionnées par une décision administrative ou juridictionnelle définitive.

B.4. La différence de traitement en cause repose sur le critère de la procédure administrative ou pénale suivie. Lorsque le contrevenant est sanctionné pénalement, la peine encourue pour la seconde infraction ne peut être aggravée que si la première infraction a été sanctionnée par une décision juridictionnelle passée en force de chose jugée. Lorsque le contrevenant se voit infliger une amende administrative, le montant de celle-ci peut être augmenté si un procès-verbal a été antérieurement dressé à sa charge, même si cette constatation n'a pas été suivie de sanction ou si la sanction administrative fait l'objet d'un recours toujours pendant.

B.5. Sans qu'il soit nécessaire de trancher la question de savoir si la disposition en cause doit être qualifiée de règle établissant la 'récidive', il suffit de constater qu'elle prévoit une augmentation du montant de l'amende administrative encourue, liée au comportement du contrevenant. Elle constitue dès lors une mesure d'individualisation de la sanction administrative, semblable à l'aggravation de la sanction pénale en cas de récidive, organisée par l'article 23 de l'ordonnance en cause.

B.6.1. Lorsque l'auteur d'un même fait peut être puni de manière alternative, c'est-à-dire lorsque, pour des mêmes faits, il peut, soit être renvoyé devant le tribunal correctionnel, soit se voir infliger une amende administrative contre laquelle un recours lui est offert devant un tribunal non pénal, un parallélisme doit exister entre les mesures d'individualisation de la peine.

B.6.2. Les caractéristiques spécifiques de la procédure de la sanction administrative ne font pas obstacle à ce que seules les infractions dont la constatation n'a pas fait l'objet d'un recours ou qui, en cas de recours, ont été confirmées par une décision juridictionnelle, soient prises en considération pour fonder une augmentation de l'amende administrative encourue lorsque l'infraction sanctionnée est une répétition d'un comportement similaire passé du contrevenant.

B.7. Il résulte de ce qui précède que la différence de traitement en cause n'est pas raisonnablement justifiée ».

B.2.3. Par identité de motifs, il y a lieu de constater que le premier moyen est fondé. L'article 42 de l'ordonnance du 25 mars 1999 viole les articles 10 et 11 de la Constitution en ce qu'il ne soumet pas son application à l'existence d'une décision préalable définitive imposant une amende administrative, c'est-à-dire une décision qui ne fait plus l'objet ou n'est plus susceptible de faire l'objet d'un recours.

B.3. Dès lors que le second moyen ne peut donner lieu à une annulation plus étendue, il ne doit pas être examiné.

B.4.1. Le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale demande à la Cour de maintenir, en application de l'article 8, alinéa 3, de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour constitutionnelle, les effets de la disposition annulée jusqu'au 5 octobre 2020, date de la publication de l'arrêt n° 73/2020 au *Moniteur belge*. Il soutient que l'annulation de l'article 42 de l'ordonnance du 25 mars 1999 sans maintien de ses effets est de nature à causer à la Région un préjudice financier qu'il estime à douze millions d'euros. En outre, dans cette hypothèse, le contentieux devant le Collège de l'environnement et devant la section du contentieux administratif du Conseil d'État serait aussi très important.

B.4.2. Le fait que des recours administratifs soient possibles contre des décisions ayant infligé des amendes administratives dont le montant a été augmenté sur la base de la disposition en cause et que des requêtes en rétractation d'arrêts du Conseil d'État rejetant des recours contre de telles décisions puissent également être introduites sur la base des articles 17 et 18 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour constitutionnelle ne constitue pas, à lui seul, un risque de perturbation de l'ordre juridique justifiant le maintien des effets de la disposition attaquée. Il s'agit de la conséquence normale attachée par le législateur spécial aux arrêts d'annulation.

Par ailleurs, la Cour observe que le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale ne démontre pas à suffisance, dans son mémoire justificatif, l'étendue du préjudice financier qui découlerait de l'annulation. Il ressort en outre de ce mémoire que l'identification des montants à rembourser est possible.

Partant, il n'y a pas lieu de maintenir les effets de la disposition attaquée.

Par ces motifs,

la Cour

annule l'article 42 de l'ordonnance de la Région de Bruxelles-Capitale du 25 mars 1999 « relative à la recherche, la constatation, la poursuite et la répression des infractions en matière d'environnement », dans sa version antérieure à sa modification et à sa renumérotation par l'article 61 de l'ordonnance de la Région de Bruxelles-Capitale du 8 mai 2014 « modifiant l'ordonnance du 25 mars 1999 relative à la recherche, la constatation, la poursuite et la répression des infractions en matière d'environnement, d'autres législations en matière d'environnement et instituant un Code de l'inspection, la prévention, la constatation et la répression des infractions en matière d'environnement et de la responsabilité environnementale », en ce qu'il ne soumet pas son application à l'existence d'une amende administrative préalable définitive, c'est-à-dire qui ne fait plus l'objet ou n'est plus susceptible de faire l'objet d'un recours.

Ainsi rendu en langue française, en langue néerlandaise et en langue allemande, conformément à l'article 65 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour constitutionnelle, le 30 septembre 2021.

Le greffier,
P.-Y. Dutilleux

Le président,
F. Daoût

GRONDWETTELIJK HOF

[2021/204728]

Uittreksel uit arrest nr. 125/2021 van 30 september 2021

Rolnummer 7552

In zake : het beroep tot vernietiging van artikel 42 van de ordonnantie van het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest van 25 maart 1999 « betreffende de opsporing, de vaststelling, de vervolging en de bestraffing van misdrijven inzake leefmilieu », in de versie vóór de wijziging en de hernummering ervan bij artikel 61 van de ordonnantie van het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest van 8 mei 2014, ingesteld door de vennootschap naar Duits recht « European Air Transport Leipzig GmbH ».

Het Grondwettelijk Hof,

samengesteld uit voorzitter L. Lavrysen, de rechters M. Pâques, Y. Kherbache, T. Detienne en D. Pieters, en overeenkomstig artikel 60bis van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Grondwettelijk Hof, emeritus voorzitter F. Daoût en emeritus rechter T. Merckx-Van Goey, bijgestaan door de griffier P.-Y. Dutilleux, onder voorzitterschap van emeritus voorzitter F. Daoût,

wijst na beraad het volgende arrest :

I. *Onderwerp van het beroep en rechtspleging*

Bij verzoekschrift dat aan het Hof is toegezonden bij op 6 april 2021 ter post aangetekende brief en ter griffie is ingekomen op 8 april 2021, heeft de vennootschap naar Duits recht « European Air Transport Leipzig GmbH », bijgestaan en vertegenwoordigd door Mr. T. Leidgens, advocaat bij de balie te Brussel, ingevolgt het arrest van het Hof nr. 73/2020 van 28 mei 2020 (bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 5 oktober 2020), beroep tot vernietiging ingesteld van artikel 42 van de ordonnantie van het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest van 25 maart 1999 « betreffende de opsporing, de vaststelling, de vervolging en de bestraffing van misdrijven inzake leefmilieu », in de versie vóór de wijziging en de hernummering ervan bij artikel 61 van de ordonnantie van het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest van 8 mei 2014.

Op 28 april 2021 hebben de rechters-verslaggevers M. Pâques en Y. Kherbache, met toepassing van artikel 72, eerste lid, van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Grondwettelijk Hof, het Hof ervan in kennis gesteld dat zij ertoe zouden kunnen worden gebracht voor te stellen het onderzoek van de zaak af te doen met een arrest gewezen op voorafgaande rechtspleging.

(...)

II. *In rechte*

(...)

B.1.1. De verzoekende partij vordert de vernietiging van artikel 42 van de ordonnantie van het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest van 25 maart 1999 « betreffende de opsporing, de vaststelling, de vervolging en de bestraffing van misdrijven inzake leefmilieu » (hierna : de ordonnantie van 25 maart 1999), in de versie die van toepassing is vóór de wijziging en hernummering ervan bij artikel 61 van de ordonnantie van het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest van 8 mei 2014 « tot wijziging van de ordonnantie van 25 maart 1999 betreffende de opsporing, de vaststelling, de vervolging en de bestraffing van misdrijven inzake leefmilieu alsook andere wetgevingen inzake milieu, en tot instelling van een Wetboek van inspectie, preventie, vaststelling en bestraffing van milieumisdrijven, en milieuaansprakelijkheid ».

Artikel 42 van de ordonnantie van 25 maart 1999 bepaalt :

« Indien binnen drie jaar na de datum van het proces-verbaal een nieuw misdrijf wordt vastgesteld, worden de bedragen vastgesteld in de artikelen 32 en 33, verdubbeld ».

B.1.2. Het beroep tot vernietiging is ingesteld op grond van artikel 4, tweede lid, van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Grondwettelijk Hof, dat bepaalt dat voor onder meer iedere natuurlijke persoon of rechtspersoon die doet blijken van een belang, een nieuwe termijn van zes maanden openstaat voor het instellen van een beroep tot vernietiging tegen een wet, een decreet of een ordonnantie wanneer het Hof, uitspraak doende op een prejudiciële vraag, heeft verklaard dat die wet, dat decreet of die ordonnantie met name een van de in artikel 1 bedoelde regels schendt.

B.2.1. In een eerste middel voert de verzoekende partij aan dat de bestreden bepaling de artikelen 10 en 11 van de Grondwet schendt, in zoverre zij haar toepassing niet onderwerpt aan het bestaan van een voorafgaande beslissing waarbij een administratieve geldboete wordt opgelegd, waartegen niet langer beroep is ingesteld of kan worden ingesteld.

B.2.2. Bij zijn arrest nr. 73/2020 van 28 mei 2020 heeft het Hof voor recht gezegd :

« B.3. Het Hof wordt verzocht de bestaanbaarheid te onderzoeken van artikel 42 van de ordonnantie van 25 maart 1999 met de artikelen 10 en 11 van de Grondwet in zoverre het, in de door de verwijzende rechter aangenomen interpretatie, een verschil in behandeling invoert tussen de vermoedelijke daders van een inbreuk op de bepalingen van dezelfde ordonnantie, naargelang zij strafrechtelijk worden vervolgd of een administratieve geldboete opgelegd krijgen.

In het eerste geval kan de aan de dader opgelegde straf worden verzwaard, met toepassing van artikel 23 van dezelfde ordonnantie, indien hij binnen een termijn van drie jaar voorafgaand aan het misdrijf veroordeeld is voor een inbreuk op dezelfde bepalingen. In het tweede geval kan het bedrag van de aan de dader opgelegde administratieve sanctie worden verhoogd indien al eerder één of meer inbreuken op dezelfde bepalingen te zijnen laste zijn vastgesteld, zelfs indien die inbreuken niet zijn bestraft bij een definitieve administratieve of rechterlijke beslissing.

B.4. Het in het geding zijnde verschil in behandeling berust op het criterium van de te volgen strafrechtelijke of administratiefrechtelijke procedure. Wanneer de dader strafrechtelijk wordt bestraft, kan de voor het tweede misdrijf opgelopen straf alleen worden verzwaard indien het eerste misdrijf is bestraft bij een in kracht van gewijsde gegane rechterlijke beslissing. Wanneer hij het voorwerp uitmaakt van een administratieve geldboete, kan het bedrag van die boete worden verhoogd indien al eerder een proces-verbaal te zijnen laste werd opgesteld, zelfs indien die vaststelling niet door een sanctie werd gevolgd of indien de administratieve sanctie het voorwerp uitmaakt van een beroep dat nog steeds hangende is.

B.5. Zonder dat het nodig is te oordelen over de vraag of de in het geding zijnde bepaling moet worden gekwalificeerd als een regel die een ' recidive ' vastlegt, volstaat het vast te stellen dat zij in een verhoging voorziet van het bedrag van de opgelopen administratieve geldboete, verhoging die verbonden is aan het gedrag van de dader. Zij vormt bijgevolg een maatregel van individualisering van de administratieve sanctie, die vergelijkbaar is met een verzwarende van de strafrechtelijke sanctie in geval van recidive, zoals geregeld bij artikel 23 van de in het geding zijnde ordonnantie.

B.6.1. Wanneer de dader van eenzelfde feit op een alternatieve wijze kan worden gestraft, dat wil zeggen wanneer hij, voor dezelfde feiten, ofwel naar de correctionele rechtbank kan worden verwezen, ofwel een administratieve geldboete kan opgelegd krijgen waartegen hem een beroep wordt geboden voor een andere rechtbank dan een strafrechtbank, dient er een parallellisme te bestaan tussen de maatregelen tot individualisering van de straf.

B.6.2. De eigen kenmerken van de procedure van de administratieve sanctie staan niet eraan in de weg dat alleen de misdrijven waarvan de vaststelling niet het voorwerp heeft uitgemaakt van een beroep of die, in geval van beroep, zijn bevestigd bij een rechterlijke beslissing, in aanmerking worden genomen als grondslag voor een verhoging van de opgelopen administratieve geldboete wanneer het bestrafte misdrijf een herhaling is van een vroeger soortgelijk gedrag van de dader.

B.7. Uit het voorgaande volgt dat het in het geding zijnde verschil in behandeling niet redelijk is verantwoord ».

B.2.3. Om identieke redenen dient te worden vastgesteld dat het eerste middel gegrond is. Artikel 42 van de ordonnantie van 25 maart 1999 schendt de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, in zoverre het de toepassing ervan niet onderwerpt aan het bestaan van een definitieve voorafgaande beslissing waarbij een administratieve geldboete wordt opgelegd, beslissing waartegen met andere woorden niet langer beroep is ingesteld of kan worden ingesteld.

B.3. Aangezien het tweede middel niet tot een ruimere vernietiging kan leiden, moet het niet worden onderzocht.

B.4.1. De Brusselse Hoofdstedelijke Regering vraagt het Hof om, met toepassing van artikel 8, derde lid, van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Grondwettelijk Hof, de gevolgen van de vernietigde bepaling te handhaven tot 5 oktober 2020, datum van bekendmaking van het arrest nr. 73/2020 in het *Belgisch Staatsblad*. Zij voert aan dat de vernietiging van artikel 42 van de ordonnantie van 25 maart 1999 zonder handhaving van de gevolgen het Gewest een financieel nadeel kan berokkenen dat zij op twaalf miljoen euro raamt. Bovendien zou, in die hypothese, het contentieus voor het Milieucollege en voor de afdeling bestuursrechtspraak van de Raad van State ook zeer aanzienlijk zijn.

B.4.2. Het feit dat administratieve beroepen kunnen worden ingesteld tegen beslissingen waarbij administratieve geldboetes zijn opgelegd waarvan het bedrag is verhoogd op grond van de in het geding zijnde bepaling en dat eveneens verzoekschriften tot intrekking van arresten van de Raad van State waarbij beroepen tegen zulke beslissingen zijn verworpen, kunnen worden ingesteld op grond van de artikelen 17 en 18 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Grondwettelijk Hof, vormt op zich geen risico op verstoring van de rechtsorde waardoor de handhaving van de gevolgen van de bestreden bepaling verantwoord is. Het gaat om het normale gevolg dat de bijzondere wetgever heeft verbonden aan de vernietigingsarresten.

Het Hof merkt overigens op dat de Brusselse Hoofdstedelijke Regering in haar memorie met verantwoording de omvang van het financieel nadeel dat uit de vernietiging zou voortvloeien, onvoldoende aantoot. Bovendien blijkt uit die memorie dat de terug te betalen bedragen kunnen worden geïdentificeerd.

De gevolgen van de bestreden bepaling dienen derhalve niet te worden gehandhaafd.

Om die redenen,
het Hof

vernietigt artikel 42 van de ordonnantie van het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest van 25 maart 1999 « betreffende de opsporing, de vaststelling, de vervolging en de bestraffing van misdrijven inzake leefmilieu », in de versie die van toepassing is vóór de wijziging en de henummering ervan bij artikel 61 van de ordonnantie van het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest van 8 mei 2014 « tot wijziging van de ordonnantie van 25 maart 1999 betreffende de opsporing, de vaststelling, de vervolging en de bestraffing van misdrijven inzake leefmilieu alsook andere wetgevingen inzake milieu, en tot instelling van een Wetboek van inspectie, preventie, vaststelling en bestraffing van milieumisdrijven, en milieuaansprakelijkheid », in zoverre het de toepassing ervan niet onderwerpt aan het bestaan van een definitieve voorafgaande administratieve geldboete, waartegen met andere woorden niet langer beroep is ingesteld of kan worden ingesteld.

Aldus gewezen in het Frans, het Nederlands en het Duits, overeenkomstig artikel 65 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Grondwettelijk Hof, op 30 september 2021.

De griffier,
P.-Y. Dutilleux

De voorzitter,
F. Daoût

VERFASSUNGSGERICHTSHOF

[2021/204728]

Auszug aus dem Entscheid Nr. 125/2021 vom 30. September 2021

Geschäftsverzeichnisnummer 7552

In Sachen: Klage auf Nichtigklärung von Artikel 42 der Ordonnanz der Region Brüssel-Hauptstadt vom 25. März 1999 « über die Ermittlung, Feststellung, Verfolgung und Ahndung von Umweltstraftaten », in der vor seiner Abänderung und Ummummerierung durch Artikel 61 der Ordonnanz der Region Brüssel-Hauptstadt vom 8. Mai 2014 geltenden Fassung, erhoben von der Gesellschaft deutschen Rechts « European Air Transport Leipzig GmbH ».

Der Verfassungsgerichtshof,

zusammengesetzt aus dem Präsidenten L. Lavrysen, den Richtern M. Pâques, Y. Kherbache, T. Detienne und D. Pieters, und dem emeritierten Präsidenten F. Daoût und der emeritierten Richterin T. Mercckx-Van Goey gemäß Artikel 60bis des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Verfassungsgerichtshof, unter Assistenz des Kanzlers P.-Y. Dutilleux, unter dem Vorsitz des emeritierten Präsidenten F. Daoût,

erlässt nach Beratung folgenden Entscheid:

I. *Gegenstand der Klage und Verfahren*

Mit einer Klageschrift, die dem Gerichtshof mit am 6. April 2021 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief zugesandt wurde und am 8. April 2021 in der Kanzlei eingegangen ist, erhob die Gesellschaft deutschen Rechts « European Air Transport Leipzig GmbH », unterstützt und vertreten durch RAin T. Leidgens, in Brüssel zugelassen, infolge des Entscheids des Gerichtshofes Nr. 73/2020 vom 28. Mai 2020 (veröffentlicht im *Belgischen Staatsblatt* vom 5. Oktober 2020), Klage auf Nichtigklärung von Artikel 42 der Ordonnanz der Region Brüssel-Hauptstadt vom 25. März 1999 « über die Ermittlung, Feststellung, Verfolgung und Ahndung von Umweltstraftaten », in der vor seiner Abänderung und Ummummerierung durch Artikel 61 der Ordonnanz der Region Brüssel-Hauptstadt vom 8. Mai 2014 geltenden Fassung.

Am 28. April 2021 haben die referierenden Richter M. Pâques und Y. Kherbache in Anwendung von Artikel 72 Absatz 1 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Verfassungsgerichtshof den Gerichtshof davon in Kenntnis gesetzt, dass sie dazu veranlasst werden könnten, vorzuschlagen, die Untersuchung der Rechtssache durch einen Vorverfahrensentscheid zu erledigen.

(...)

II. *Rechtliche Würdigung*

(...)

B.1.1. Die klagende Partei beantragt die Nichtigklärung von Artikel 42 der Ordonnanz der Region Brüssel-Hauptstadt vom 25. März 1999 « über die Ermittlung, Feststellung, Verfolgung und Ahndung von Umweltstraftaten » (nachstehend: Ordonnanz vom 25. März 1999), in der vor seiner Abänderung und Ummummerierung durch Artikel 61 der Ordonnanz der Region Brüssel-Hauptstadt vom 8. Mai 2014 « zur Abänderung der Ordonnanz vom 25. März 1999 über die Ermittlung, Feststellung, Verfolgung und Ahndung von Umweltstraftaten sowie anderer Rechtsvorschriften in Bezug auf die Umwelt und zur Einführung eines Gesetzbuches über die Inspektion, Verhütung, Feststellung und Ahndung von Umweltstraftaten und die Umwelthaftung » geltenden Fassung.

Artikel 42 der Ordonnanz vom 25. März 1999 bestimmt:

« Si une nouvelle infraction est constatée dans les trois ans à compter de la date du procès-verbal, les montants prévus aux articles 32 et 33 sont doublés ».

B.1.2. Die Nichtigkeitsklage wurde aufgrund von Artikel 4 Absatz 2 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Verfassungsgerichtshof eingereicht, der bestimmt, dass eine neue Frist von sechs Monaten für die Einreichung einer Klage auf Nichtigklärung eines Gesetzes, eines Dekrets oder einer Ordonnanz unter anderem jeglicher natürlichen oder juristischen Person, die ein Interesse nachweist, gewährt wird, wenn der Gerichtshof auf eine Vorabentscheidungsfrage hin erklärt hat, dass dieses Gesetz, dieses Dekret oder diese Ordonnanz insbesondere gegen eine der in Artikel 1 erwähnten Regeln verstößt.

B.2.1. In einem ersten Klagegrund macht die klagende Partei geltend, dass die angefochtene Bestimmung gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung verstoße, indem sie ihre Anwendung nicht vom Vorhandensein einer vorherigen Entscheidung zur Verhängung einer administrativen Geldbuße, die nicht mehr Gegenstand einer Beschwerde sei bzw. gegen die keine Beschwerde mehr eingelegt werden könne, abhängig mache.

B.2.2. In seinem Entscheid Nr. 73/2020 vom 28. Mai 2020 hat der Gerichtshof für Recht erkannt:

« B.3. Der Gerichtshof wird gebeten, die Vereinbarkeit von Artikel 42 der Ordonnanz vom 25. März 1999 mit den Artikeln 10 und 11 der Verfassung zu prüfen, insofern diese Bestimmung in der vom vorliegenden Richter berücksichtigten Auslegung einen Behandlungsunterschied zwischen den mutmaßlichen Urhebern eines Verstoßes gegen die Bestimmungen derselben Ordonnanz einführt, je nachdem, ob sie Gegenstand einer Strafverfolgung sind oder eine administrative Geldbuße auferlegt bekommen.

Im erstgenannten Fall kann die über die Zuwiderhandelnden verhängte Strafe in Anwendung von Artikel 23 derselben Ordonnanz erschwert werden, wenn sie innerhalb von drei Jahren vor der Straftat wegen eines Verstoßes gegen dieselben Bestimmungen verurteilt worden sind. Im zweitgenannten Fall kann der Betrag der den Zuwiderhandelnden auferlegten Verwaltungsstrafe erhöht werden, wenn vorher einer oder mehrere Verstöße gegen dieselben Bestimmungen zu ihren Lasten festgestellt worden sind, und zwar auch dann, wenn diese Verstöße nicht durch eine definitive administrative oder gerichtliche Entscheidung bestraft worden sind.

B.4. Der fragliche Behandlungsunterschied beruht auf dem Kriterium der administrativen oder strafrechtlichen Art des Verfahrens. Wird der Zuwiderhandelnde strafrechtlich gestraft, so kann die beim zweiten Verstoß verhängte Strafe nur dann erschwert werden, wenn der erste Verstoß durch eine formell rechtskräftig gewordene gerichtliche Entscheidung bestraft wurde. Wird dem Zuwiderhandelnden eine administrative Geldbuße auferlegt, so kann deren Betrag erhöht werden, wenn vorher ein Protokoll zu seinen Lasten aufgenommen worden ist, und zwar auch dann, wenn auf diese Feststellung keine Sanktion gefolgt ist oder wenn die Verwaltungssanktion den Gegenstand einer noch anhängigen Beschwerde bildet.

B.5. Ohne dass es notwendig ist, über die Frage zu urteilen, ob die in Rede stehende Bestimmung als eine Regel anzusehen ist, die einen 'Rückfall' festlegt, genügt die Feststellung, dass sie eine mit dem Verhalten des Zuwiderhandelnden zusammenhängende Erhöhung des Betrags der auferlegten administrativen Geldbuße vorsieht. Sie stellt somit eine Maßnahme zur Individualisierung der Verwaltungssanktion dar, die mit der durch Artikel 23 der fraglichen Ordonnanz bei Rückfälligkeit organisierten Erschwerung der strafrechtlichen Sanktion vergleichbar ist.

B.6.1. Wenn der Urheber einer gleichen Tat auf alternative Weise bestraft werden kann, das heißt wenn er für die gleichen Taten entweder an das Korrekionalgericht verwiesen werden oder eine administrative Geldbuße auferlegt bekommen kann, gegen die er eine Einspruchsmöglichkeit vor einem anderen Gericht als einem Strafgericht hat, muss ein Parallelismus zwischen den Maßnahmen zur Individualisierung der Strafe bestehen.

B.6.2. Die spezifischen Merkmale des Verfahrens der Verwaltungssanktion stehen dem nicht entgegen, dass nur Verstöße, deren Feststellung nicht Gegenstand einer Beschwerde gewesen ist oder die im Falle einer Beschwerde durch eine gerichtliche Entscheidung bestätigt worden sind, in Betracht gezogen werden, wenn es darum geht, eine Erhöhung der auferlegten administrativen Geldbuße zu begründen, wenn der geahndete Verstoß die Wiederholung eines ähnlichen früheren Verhaltens des Zuwiderhandelnden darstellt.

B.7. Aus dem Vorstehenden ergibt sich, dass der fragliche Behandlungsunterschied nicht vernünftig gerechtfertigt ist ».

B.2.3. Aus den gleichen Gründen ist festzuhalten, dass der erste Klagegrund begründet ist. Artikel 42 der Ordonnanz vom 25. März 1999 verstößt gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung, indem er seine Anwendung nicht vom Vorhandensein einer vorherigen endgültigen Entscheidung zur Verhängung einer administrativen Geldbuße, d.h. einer Entscheidung, die nicht mehr Gegenstand einer Beschwerde ist bzw. gegen die keine Beschwerde mehr eingelegt werden kann, abhängig macht.

B.3. Da der zweite Klagegrund nicht zu einer weiterreichenden Nichtigerklärung führen könnte, braucht er nicht geprüft zu werden.

B.4.1. Die Regierung der Region Brüssel-Hauptstadt ersucht den Gerichtshof, die Folgen der für nichtig erklärten Bestimmung bis zum 5. Oktober 2020, dem Datum der Veröffentlichung des Entscheids Nr. 73/2020 im *Belgischen Staatsblatt*, in Anwendung von Artikel 8 Absatz 3 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Verfassungsgerichtshof aufrechtzuerhalten. Sie macht geltend, dass die Nichtigerklärung von Artikel 42 der Ordonnanz vom 25. März 1999 ohne Aufrechterhaltung seiner Folgen geeignet sei, der Region einen finanziellen Nachteil zuzufügen, den sie auf zwölf Millionen Euro veranschlagt. Außerdem seien in diesem Fall auch die Streitsachen vor dem Umweltkollegium und vor der Verwaltungsstreitsachenabteilung des Staatsrates sehr erheblich.

B.4.2. Der Umstand, dass administrative Beschwerden gegen Entscheidungen eingelegt werden können, mit denen administrative Geldbußen verhängt wurden, deren Betrag aufgrund der in Rede stehenden Bestimmung erhöht worden ist, und dass auch Anträge auf Zurückziehung von Entscheidungen des Staatsrates, mit denen Klagen gegen solche Entscheidungen zurückgewiesen wurden, aufgrund der Artikel 17 und 18 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Verfassungsgerichtshof eingereicht werden können, stellt an sich kein Risiko einer Störung der Rechtsordnung dar, das die Aufrechterhaltung der Folgen der angefochtenen Bestimmung rechtfertigen würde. Es handelt sich dabei um die normale Folge, die der Sondergesetzgeber mit den Nichtigkeitsentscheidungen verbunden hat.

Im Übrigen bemerkt der Gerichtshof, dass die Regierung der Region Brüssel-Hauptstadt in seinem Begründungsschriftsatz nicht hinreichend den Umfang des finanziellen Nachteils, der sich aus der Nichtigerklärung ergeben würde, darlegt. Aus diesem Schriftsatz geht außerdem hervor, dass die Identifizierung der zu erstattenden Beträge möglich ist.

Demzufolge sind die Folgen der für nichtig erklärten Bestimmung nicht aufrechtzuerhalten.

Aus diesen Gründen:

Der Gerichtshof

erklärt Artikel 42 der Ordonnanz der Region Brüssel-Hauptstadt vom 25. März 1999 « über die Ermittlung, Feststellung, Verfolgung und Ahndung von Umweltstraftaten », in der vor seiner Abänderung und Umnummerierung durch Artikel 61 der Ordonnanz der Region Brüssel-Hauptstadt vom 8. Mai 2014 « zur Abänderung der Ordonnanz vom 25. März 1999 über die Ermittlung, Feststellung, Verfolgung und Ahndung von Umweltstraftaten sowie anderer Rechtsvorschriften in Bezug auf die Umwelt und zur Einführung eines Gesetzbuches über die Inspektion, Verhütung, Feststellung und Ahndung von Umweltstraftaten und die Umwelthaftung » geltenden Fassung, für nichtig, insofern er seine Anwendung nicht vom Vorhandensein einer vorherigen endgültigen administrativen Geldbuße, die also nicht mehr Gegenstand einer Beschwerde ist bzw. gegen die keine Beschwerde mehr eingelegt werden kann, abhängig macht.

Erlassen in französischer, niederländischer und deutscher Sprache, gemäß Artikel 65 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Verfassungsgerichtshof, am 30. September 2021.

Der Kanzler,

P.-Y. Dutilleux

Der Präsident,

F. Daoût